

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Prix du vin et crises viticoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 59 (1918), p. 317-320

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1918__59__317_0

© Société de statistique de Paris, 1918, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

VARIÉTÉ

PRIX DU VIN ET CRISES VITICOLES

Diverses circonstances, au commencement de cet été, portaient à considérer comme possibles de nouvelles et importantes variations de prix pour le vin : gelée et maladies cryptogamiques dans certaines régions, mais temps favorable par ailleurs ; moindre production de bière, probabilité d'une très faible récolte de cidre, hausse énorme du prix des fûts (souvent introuvables), des frais de transport et de toutes les dépenses de production, demande accrue par l'augmentation des effectifs sur le front occidental, par la surpopulation de certains centres commerciaux et indus-

triels..... Il était impossible de prévoir dans quelle mesure ces facteurs et divers autres seraient contre-balancés ou, au contraire, complétés dans leur action par des importations de vins espagnols ou algériens.

Il y a donc intérêt à se rappeler une étude fort serrée faite sur ce sujet par M. Octave Audebert et reproduite dans les *Annales de la Société d'Agriculture de la Gironde* (année 1917, n° 9-10 de septembre-octobre). L'occasion de ce travail fut le projet de taxation du vin et les nombreuses erreurs répandues alors au sujet des causes provoquant la hausse. M. Audebert, sans nier l'existence d'autres influences accessoires, estime, — d'après la statistique des stocks et des cours dressée par lui en remontant jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, — que, dans l'ensemble, les prix du vin sont assez exactement déterminés par les quantités se trouvant sur le marché. Il met d'abord en lumière ce parallélisme inverse pour le temps de guerre, puis en prend, dans les périodes antérieures, d'autres exemples qu'il n'a pas de peine à expliquer.

Il commence par rappeler « les quantités de vin existant à la propriété (récolte et stocks), à la suite des trois dernières récoltes pour la France entière, Algérie comprise :

Après les vendanges de 1915	30.500.000 hectolitres
— de 1916	40.500.000 —
— de 1917	38.000.000 —
Total	109.000.000 hectolitres.
Moyenne de ces trois années	36.300.000 —
Or, les moyennes précédentes avaient été :	
pour la période 1912-1914.	60.000.000 hectolitres.
— 1907-1909	77.000.000 —

« Si à cette diminution des existences à la propriété, qui, de 1907 à 1917, est de 46 millions d'hectolitres, on ajoute, dit M. Audebert, la diminution des stocks chez les négociants en gros, la différence totale n'est pas moindre de 53 millions d'hectolitres, c'est-à-dire que les quantités de vin mises à la disposition de la consommation dans chacune des trois dernières années, ne sont guère que le tiers de celles d'il y a dix ans.

« En ce qui concerne les vins de la Gironde, en particulier, voici quelles étaient les existences pendant les périodes envisagées ci-avant :

Moyenne des récoltes et des stocks (Propriété et commerce).

1907-1909	9.500.000 hectolitres.
1912-1914	7.300.000 —
1915-1917	3.200.000 —

« Dans ce département aussi, les ressources totales se sont réduites des deux tiers... La viticulture française tout entière traverse une nouvelle crise de production peut-être plus inquiétante que celles qui l'ont précédée. Le mildew, en effet, bien qu'il soit établi dans nos vignes depuis près de quarante ans, devient une maladie de plus en plus redoutable, sans que l'on puisse entrevoir, pour la combattre, de traitements plus efficaces que ceux au sulfate de cuivre, qui ne permettent cependant d'espérer le succès qu'à la condition d'en augmenter chaque année le nombre, jusqu'au point de les rendre impossibles, surtout avec la pénurie de main-d'œuvre du temps de guerre.

« Pour retrouver des récoltes aussi faibles qu'en 1915-1917, il faut remonter aux crises du phylloxéra, en 1879-1892, où la moyenne des récoltes s'abaisse à 26 millions d'hectolitres, et de l'oïdium en 1853-1857 où elle ne fut que de 20 millions d'hectolitres.

« L'arrêt qui se produisit alors dans la production jeta dans le commerce des vins et dans la consommation une perturbation d'autant plus grande que ces récoltes déficitaires succédaient encore à des périodes de grande production.

1847-1851	50 millions d'hectolitres
1874-1877	60 — —

« Le déficit représentait environ 30 millions d'hectolitres, au lieu de 50 millions dans la crise que nous traversons. Quoique la consommation fût très inférieure aux chiffres qu'elle a atteints depuis la réforme du régime des boissons, en 1900, les prix de vente des vins ordinaires, dans le Midi, qui s'étaient abaissés à 6^f 50 l'hectolitre, nu, à la propriété, en 1849 et aussi en 1875, s'élevèrent rapidement, jusqu'à 49 francs l'hectolitre en 1855, et 43 francs en 1880.

« Comme maintenant, quelques régions et, dans la même région, certains vignobles privilégiés, plus ou moins épargnés par les fléaux, procurèrent de gros profits à leurs heureux possesseurs pendant que la généralité des viticulteurs français s'appauvrirent. A quarante et soixante ans de distance, les faits se reproduisent exactement semblables. La guerre ne les a donc point provoqués, mais elle en a aggravé considérablement les conséquences.

« Les bas prix qui avaient amené des crises viticoles, extrêmement pénibles, apparurent de nouveau, après la reconstitution du vignoble, quand revinrent les années de grande production. Il est curieux d'observer que, malgré l'augmentation continue des frais de culture depuis 1848, ce même chiffre de 6^f 50 l'hectolitre se retrouve en 1907. Or, c'est sur lui que l'on se base aujourd'hui pour mesurer l'étendue de la hausse, qui apparaît dès lors excessive. On oublie que ce prix était ruineux pour les viticulteurs dont la misère profonde est pourtant apparue clairement dans les manifestations méridionales d'il y a dix ans.

« Pour se faire une idée exacte de la situation présente du marché des vins, il importe de comparer les prix actuels à ceux pratiqués avant la guerre, à la suite d'une récolte dont l'importance se rapproche le plus de celle de 1917. L'année 1910 est dans ce cas, avec une production à peu près égale à cette dernière. Le cours moyen établi après la récolte de 1910 fut de 40 francs l'hectolitre, dans le Midi ; en Gironde, les vins les plus ordinaires étaient payés 450 à 525 francs le tonneau logé, ce qui, en déduisant les barriques, 50 francs par tonneau, au lieu de 200 francs à présent, laissait pour le vin 400 à 475 francs le tonneau, soit 45 à 50 francs l'hectolitre nu.

« C'est le chiffre qu'il convient de mettre en regard du prix des vins de 1917. Pour établir celui-ci, il faut tenir compte de la hausse considérable de la main-d'œuvre, de toutes les fournitures utilisées dans la culture de la vigne : sulfate de cuivre, soufre, engrais, entretien des harnais et des instruments aratoires, etc., et de toutes les substances indispensables à la vie du viticulteur qui ne produit pas. Il faut également voir l'influence de la diminution du pouvoir libérateur de la monnaie fiduciaire, la seule en circulation en ce moment.

« Ces causes réunies expliquent la hausse des vins dont le prix, comparativement à la récolte de 1910, a simplement doublé, et la justifient, sans qu'il soit besoin de faire intervenir d'autre motif que le jeu normal de l'offre et de la demande, alors que les prix de toutes les marchandises ont souvent triplé et même quadruplé. »

M. Audebert, après avoir analysé les causes de la hausse, examine les remèdes qu'elle comporte. Si le vin est taxé sans être réquisitionné, la consommation augmentera et les stocks seront très vite épuisés. Quant à la réquisition, M. Audebert ne la trouve pas justifiée pour un produit qui n'est pas de toute première nécessité. Nous supposons cependant qu'il admet la réquisition en faveur de l'armée et des ouvriers travaillant pour la défense nationale. Par ailleurs, en tout cas, le jeu de l'offre et de la demande lui paraît devoir ramener tôt ou tard des prix plus modérés, surtout si la culture pouvait reprendre dans des conditions presque normales et si des intempéries extraordinaires ne survenaient pas. A part les phénomènes exceptionnels, « la consommation, dit M. Audebert, règle les cours. Si elle trouve les prix de la nouvelle récolte trop élevés, elle le montrera en se restreignant, et les prix s'abaisseront bientôt. Au contraire, si les acheteurs continuent à se disputer la petite quantité de vin qui est sur le marché, les prix continueront à monter, sans qu'aucune taxation puisse y mettre obstacle.

« Par le tableau impressionnant du déficit dans la production, j'ai montré la gravité de la crise que traverse la viticulture française, en particulier celle de la Gironde depuis 1915, par le fait du « mildew », plus violent d'année en année. Sans doute,

les préoccupations les plus angoissantes que notre pays ait jamais connues ne nous laissent pas la liberté d'esprit voulue pour accorder à cette situation l'attention qu'elle mérite, mais quand on saura combien une récolte tient à peu de chose avec cette maladie, plus terrible encore que l'oidium et le phylloxéra, un traitement fait vingt-quatre heures plus tard, après une pluie abondante ou un brouillard un peu intense, entraînant fréquemment la perte totale de la récolte sur pied, on conviendra que la rémunération suffisante du producteur qui a réussi est le seul moyen de l'engager à continuer. Il faut bien prendre garde au contraire de le détourner d'accorder à la vigne les soins incessants et les grosses avances qu'elle réclame en lui enlevant arbitrairement le bénéfice légitime qu'il en attend, dans le cas d'une réussite jusqu'au dernier moment incertaine. »

Peut-être M. Audebert a-t-il forcé la nuance sur certains points de son tableau. Les crises viticoles ne présentent pas toutes le même caractère que dans le cas actuel, où c'est bien à la force des choses, non à l'erreur des intéressés que sont imputables les difficultés de la production. En temps de paix, on pouvait regretter que celle-ci, malgré de remarquables progrès, fût encore, dans beaucoup de domaines, trop peu scientifique et trop peu commercialisée, trop peu renforcée par l'esprit d'association et par l'épargne, l'une et l'autre particulièrement nécessaires cependant à cette branche si dispendieuse et si aléatoire de l'agriculture, où le morcellement des terres augmente encore le risque relatif de chaque exploitant.

Il n'en est pas moins vrai que les épreuves imposées par la guerre à la viticulture semblent difficiles à surmonter, vu le rôle très restreint que l'outillage mécanique peut jouer dans les vignobles et la nécessité d'importer en quantités considérables le sulfate de cuivre et les merrains des fûts. Les épreuves se prolongeront, car il faut plusieurs années pour remettre en état les terres et la vigne malade. Quelles que soient les causes de la diminution des stocks du vin, celle-ci est un fait qui, déjà survenu, a généralement occasionné dans les ventes effectuées par la propriété une hausse des prix proportionnée à celle qui s'est constatée en 1917. On peut regretter que M. Audebert n'ait pas poussé plus loin ses recherches statistiques. S'il prenait pour un grand nombre de vignobles la moyenne des bénéfices nets réalisés dans les vingt dernières années, il ferait probablement ressortir un taux des plus modestes. Il est vrai que les éléments de l'enquête seraient difficiles à réunir avec une précision satisfaisante. Mais il est un indice suggestif, sinon très sûr, du revenu agricole, c'est le prix de la terre (la du moins où celui-ci ne subit pas l'influence de constructions industrielles, de développements urbains et d'autres causes perturbatrices isolées). Or, en 1917, ces prix n'étaient même pas remontés, — dans le Sud-Ouest tout au moins auquel s'appliquent spécialement les études de M. Audebert, — au niveau antérieur à 1895, époque où a commencé à peu près la crise de mévente des vins.

E. B. D.

Le Gérant : R. STEINHEIL
